

extérieur. En effet, malgré un gain de compétitivité de l'ordre de 10%, le solde commercial reste négatif et continue de se détériorer. Non seulement les exportations stagnent ( 0% ), malgré le dynamisme des entreprises franches, mais on enregistre une forte hausse des importations ( 7.4% ), qui de plus n'est pas imputable aux biens d'équipement, mais aux biens de consommation courante substituables localement .

## Section 2 : ANALYSES DES RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR

### 1- L'ouverture aux échanges : les espoirs et les contraintes

#### a- La contribution des échanges à la relance

Sous le souffle de la globalisation des échanges, à l'instar de nombreux PED, Madagascar s'est engagée sur la voie de l'ouverture économique. Elle espère ainsi retrouver le chemin de la croissance, en libéralisant les échanges extérieurs et en encourageant plus particulièrement les exportations manufacturières.

Mais l'évaluation concrète de la relation entre les exportations et le niveau de la croissance de 1960 à 1995 montre des liens positifs ténus, compte tenu du faible poids du commerce extérieur dans le PIB. Le sens de la causalité révèle un renforcement mutuel des deux variables, plutôt qu'une croissance tirée par les exportations. Au vu de l'expérience passée de l'Ile, l'effet d'entraînement des échanges sur la croissance économique n'est pas probant.

#### b- Les signes d'une lente progression

L'analyse de l'évolution des caractéristiques des échanges extérieurs montre des signes prometteurs depuis l'ouverture économique. La montée des exportations non traditionnelles est manifeste. La libéralisation des importations se traduit par une croissance de leur volume, et par la possibilité d'accéder à des biens moins chers, grâce à une plus grande concurrence entre les importateurs. On constate par ailleurs une diversification des partenaires aux échanges témoignant des possibilités d'extension des débouchés et de choix entre différents fournisseurs.

Mais ces dynamiques en cours sont encore limitées ; Les exportations toujours concentrées autour de quelques produits qui globalement stagnent ou régressent. Suite à

la diminution des taxes, et au désengagement de l'Etat des circuits de commercialisation de l'agriculture de rente, les prix réels au producteur se sont améliorés, mais les réponses de l'offre sont timides.

Du côté des importations, la forte montée de leur volume donne une idée de l'ampleur des besoins de l'économie qui ont été contraints durant la période de fermeture. La hausse touche aussi bien les équipements et les biens intermédiaires que les produits de consommation courante. La stratégie d'import-substitution n'a donc pas pour autant permis l'arrivée sur le marché de produits locaux compétitifs. La production locale n'arrive pas à se substituer aux importations.

Le faible dynamisme des exportations et le poids des intérêts de la dette entraînent le déséquilibre chronique de la balance courante, un problème qui reste irrésolu.

Ainsi, des signes positifs sont constatés depuis la libéralisation des échanges, mais les résultats de l'ouverture extérieure sont faibles.

#### c-Le poids des contraintes internes à l'offre

La capacité de réponse de l'offre d'exportation aux incitations créées par l'évolution du taux de change et des prix est étudiée dans cette rubrique. Pour Madagascar, les effets incitatifs des mesures de libéralisation ont effectivement joué, mais ils n'expliquent qu'en partie l'évolution des exportations. D'autres facteurs influent sur le niveau de ces dernières. Des problèmes au niveau du processus de production entravent l'évolution de l'offre locale. L'importance d'une demande incompressible de biens importés explique par ailleurs l'insensibilité des exportations manufacturières au taux de change. Cette dépendance vis-à-vis des importations limite également les possibilités de substitution. L'effet de l'évolution de la demande intérieure (à fort contenu en biens importés non substituables) domine largement celui du taux de change qui est censé rendre les produits locaux plus compétitifs.

L'analyse de l'exemple concret de la vanille, un produit d'exportation stratégique à Madagascar a permis de mettre le doigt sur les véritables contraintes qui pèsent sur l'offre.

La crise traversée par la filière vanille trouve son origine dans la stratégie « rentière », permise par un environnement quasi-monopolistique appliqué depuis une quinzaine d'années. Une politique de prélèvements publics démesurée a sérieusement

ponctionné les revenus des acteurs privés de la filière. Les producteurs ont été les premières victimes de cette politique. Et même si une croissance des prix aux producteurs a été constatée depuis 1992, elle reste limitée.

L'analyse des résultats d'enquête confirme le déclin de la filière, avec l'enregistrement d'une chute prononcée de la production, et de rendements extrêmement faibles. Ce recul résulte pour une large part de la démotivation des producteurs.

La gravité de la situation de la filière est d'autant plus alarmante que les producteurs font face à des problèmes structurels pouvant à terme mettre en péril la culture. La pression foncière est le premier obstacle rencontré par les exploitants. A cela s'ajoute la difficulté d'accès à la terre des jeunes. Le vieillissement des plantations, suite au non renouvellement des pieds, avec l'épuisement des sols et les maladies des vanilliers, est par ailleurs autant d'entraves techniques à l'extension de la production.

Les opinions des producteurs sur les effets de la libéralisation témoignent d'un profond désarroi face à un avenir incertain. D'après eux, le retrait de l'Etat de la filière peut entraîner aussi bien une hausse qu'une baisse des prix aux producteurs. Il prévoit une commercialisation plus facile, mais avec le risque majeur d'une dégradation de la qualité des produits vendus. Le souhait d'une libéralisation partielle de la filière transparait, avec notamment le maintien d'un prix plancher de la vanille verte. La mise en place de structures d'appui et de contrôle efficaces est demandée.

Malgré le tournant en 1992 avec la libération de la filière, l'impact de la politique passée est lourd à gérer. L'avenir de la vanille malgache dépend fortement du relèvement des prix aux producteurs, mais également de la résolution des problèmes liés aux difficultés d'écoulement de la récolte, d'accès à la terre, ainsi que des contraintes techniques qui constituent des obstacles insurmontables à l'échelle micro-économique de chaque producteur. La marge de manœuvre sur les prix est limitée par la sévérité de la concurrence extérieure. La filière dominée par les petites plantations, ne peut espérer résoudre uniquement les problèmes hérités du passé, grâce aux forces du marché. La libéralisation, si elle s'avère nécessaire compte tenu des fortes distorsions préjudiciables au développement de la production, est loin de suffire pour la relance de la filière.

Ainsi, la libéralisation des échanges a eu des effets positifs sur le commerce extérieur malgache, un secteur sur lequel le pays compte pour dynamiser la croissance de l'économie. Mais l'impact est limité. La faible extraversion de l'Ile, malgré la stratégie d'ouverture s'explique par des contraintes internes au niveau de l'offre que les lois du marché ne peuvent résoudre à elles seules.

## 2- L'efficacité limitée d'une stratégie basée sur l'ouverture extérieure et l'industrie exportatrice

La performance des entreprises exportatrices à Madagascar est meilleure que celle des entreprises tournées sur le marché intérieur. Elles ont contribué à l'excédent de la balance commerciale puisque le montant de leurs importations représente la moitié de celui des exportations. Mais si leur rôle est positif sur le commerce extérieur, leur contribution pourrait être plus forte si leurs activités étaient mieux articulées à l'économie locale.

La recherche de débouchés extérieurs peut constituer une stratégie pour pallier la faiblesse de la demande. Mais, l'accès à ces marchés est malaisé. La complexité des démarches administratives est le principal problème évoqué par les exportateurs. L'absence d'informations sur les marchés potentiels constitue également un facteur qui inhibe le développement des exportations. Les obstacles à la promotion des exportations sont avant tout internes au pays. Les difficultés liées à la situation géographique ou à l'environnement international, ne sont donc pas insurmontables.

Sachant que le pays compte sur la dynamisation des secteurs d'exportation, notamment par l'intermédiaire des entreprises franches, pour renouer avec la croissance, l'apport de ces dernières est faible si leur contribution à la création d'emploi est manifeste, les retombées sur le commerce extérieur sont modestes à cause de leur forte dépendance vis-à-vis des intrants importés. Les trois quarts des intrants de la zone franche sont d'origine étrangère.

La lourdeur et la lenteur des procédures administratives sont les contraintes évoquées par les entrepreneurs de la zone franche. Les problèmes liés au faible développement des infrastructures sont négligeables à côté des difficultés dues à l'inefficacité de l'administration. L'instabilité politique freine l'arrivée des IDE. A cela s'ajoute le manque de clarté des textes réglementaires, la lenteur et la complexité des démarches.

Ainsi, le développement des entreprises industrielles exportatrices est limité par des contraintes internes, notamment par la piètre efficacité de l'appareil administratif.

### Section 3 : ANALYSE ET PERSPECTIVE POUR L'ECONOMIE MALGACHE

## 1- Observation des faits

Malgré les potentialités agricoles négligeables de Madagascar, la sécurité alimentaire est loin d'être assurée. Les importations en alimentations dont le riz occupe une place importante sont croissantes dans le poste Importations.

De 1960 à 1975, Madagascar exportait du riz. Mais à partir de ce moment, la tendance s'est inversée : le grande île est devenu tributaire des importations de riz.

La part de l'agriculture dans le PIB est faible comparé au nombre de la population touchée.

Tableau 7 : Part de l'agriculture dans le PIB

Secteur primaire	1996	1999	2001	2002
Part dans le PIB(%)	29.5	36	25.7	29.8
Population rurale (en % de la population totale)	85	80	73	72

Source : Indicateurs économiques et financiers : 2001-2005

Rapport National sur le Développement Humain 2000

Dans l'ensemble, l'agriculture n'apporte qu'autour de 30 % du PIB alors qu'il utilise plus de 70 % de la population.

Ces situations témoignent la mauvaise performance de l'agriculture malgache.

## 2- Analyse

En général, le ménage vivant dans l'agriculture n'a pas d'autres activités génératrices de revenu, cela voudrait dire qu'il doit être en mesure de vendre le surplus de production par rapport à son autoconsommation. Or, pour la plupart des petits paysans, la production ne couvre même pas la consommation. Un autre cas se présente aussi, seulement une faible part de la production arrive sur le circuit commercial. Les

statistiques montrent que sur une production nationale de l'ordre de 1,3 millions de tonnes de riz, seuls 300 à 400. 000 tonnes arrivent sur le circuit commercial, le reste étant donc auto consommée. C'est là, la faiblesse de l'agriculture malgache en général, et de la riziculture en particulier, car elle est d'abord tournée vers l'autoconsommation, se satisfaisant d'une médiocrité qui ne lui permet pas d'être compétitive sur le marché international.

On constate que les opérateurs économiques privés s'intéressent peu au secteur agricole. En effet, le nombre des établissements créés du secteur primaire tourne autour de 0,5% du nombre total des établissements créés (en 2000). Ce qui explique la dominance du secteur informel dans ce secteur. Ce qui veut dire, rendement de production faible et par conséquent, revenu maigre.

La performance mitigée de l'agriculture malgache s'explique en partie par sa vulnérabilité aux cataclysmes naturels (criquet, cyclone, dégradation de l'environnement...). Ces derniers ravagent la production et accroissent ainsi les importations de riz. Au cours des premières années de la décennie 90, les volumes de riz importés se sont situés à des niveaux très faibles (inférieurs à 50.000 tonnes). Mais à partir de 1994 suite aux dégâts cycloniques (Cynthia et Géralda), ils ont repris une courbe ascendante, pour dépasser 100.000 tonnes en 1995, pour la première fois depuis 1988.

Madagascar est toujours caractérisée par une démographie galopante. La population était près de 4 millions en 1960 contre 15 millions en 2000. Mais inversement, la production rizicole n'a pas suivi la même tendance.

La question du riz revêt une importance stratégique à Madagascar<sup>14</sup>. On retrouve inscrit dans la politique rizicole le fil directeur des grandes options de politique économique, qui se sont succédées à Madagascar depuis l'indépendance. En particulier, l'échec de la tentative de régulation par l'Etat de la filière riz au cours des années 70, qui s'est traduite par une explosion des importations au cours des années 80, a conduit les autorités à promouvoir la libéralisation de la filière. L'offre a d'abord répondu positivement aux mesures de la libéralisation prises : la production du riz a augmenté de

---

<sup>14</sup> Le riz est l'aliment de base des Malgaches. La politique du riz affecte donc directement la population : que ce soit en tant que consommateur ou comme producteur, dans la mesure où l'immense majorité des paysans cultive cette céréale, que ce soit pour leurs propres besoins ou pour la commercialiser.

10 % en 1989. Mais dès 1990, cette production ne s'est pas maintenue. Elle a connu une baisse de 9 % par rapport à l'année précédente. En moyenne, depuis une vingtaine d'années (à part l'année 1989), l'offre nationale de riz – à peu près de 1,5 millions de tonnes par an – ne suit plus la demande. La croissance de la production locale est inférieure à celle de la population. En effet, le taux de croissance moyen annuel de la production rizicole, durant la décennie 90, est de 1,5 % ; contre 2,7 % pour celui de la population. La production de riz par habitant s'est détériorée : de 150 kilos par an en 1980, elle passe à 130 kilos/an en 1990 et à 114 kilos/an en 1999.

Comparée à l'évolution démographique, la production rizicole connaît un déficit structurel. Ce qui entraîne l'augmentation des importations rizicoles. Les résultats du secteur se sont progressivement éloignés de l'objectif d'autosuffisance alimentaire, prôné par le gouvernement malgache dans les années 80 et 90. En effet, entre 1996 et 2000, les importations de riz ont connu une croissance vigoureuse avec un taux de +175 % (en volume).

La baisse de la production rizicole ( 7 % en 1990) après le désengagement de l'Etat s'explique par l'existence de diverses contraintes :

- **La faiblesse des progrès technologiques :**

Premièrement, la fourniture d'intrants (engrais, pesticides) subit les contrecoups du désengagement brusque de l'Etat. En effet, l'élimination brutale des subventions sur les intrants et la hausse des prix qui s'en est suivie, a ralenti l'adoption des semences améliorées et l'utilisation plus importante d'engrais. Deuxièmement, la faiblesse des performances des services de support technique (notamment la vulgarisation) a aggravé cette situation. Troisièmement, il existe un important problème de maîtrise de l'eau, lié à la dégradation des infrastructures d'irrigation et au désengagement brusque de l'Etat des grands périmètres. Madagascar malgré son potentiel, est par conséquent, encore loin de réaliser la révolution verte.

- **L'absence d'un cadre incitatif et approprié pour le secteur privé.** Il s'agit principalement des facteurs qui exercent un effet à la baisse sur le revenu et qui freinent un investissement plus important du secteur privé dans le secteur agricole.
- *Le délabrement des infrastructures routières* entraîne l'enclavement des régions excédentaires, la désaffectation des marchés ruraux, empêchant les paysans d'opérer directement en tant que commerçants.

Sans des routes et une infrastructure de bonne qualité, la production intérieure ne peut espérer concurrencer les produits importés (faiblesse de la compétitivité des produits locaux), malgré un avantage comparatif à la production.

- *Le faible accès au crédit rural* constitue un des blocages à l'amélioration de la productivité agricole (aménagement des parcelles, préparation du sol, achats d'engrais, de pesticides, d'insecticides, renouvellement des matériels). Il oblige donc les petits producteurs à se cantonner à la culture d'autosubsistance, réduit les possibilités de diversification des cultures sur des petits périmètres.

- *L'absence de législation foncière :*

L'absence des titres fonciers freine l'investissement et l'accès au crédit, vu que les banques sont dans l'impossibilité d'utiliser un terrain sans titre de propriété, comme garantie. Il faut noter qu'il existe une demande pour l'achat de terrains par des exploitants agricoles désireux d'utiliser des méthodes modernes d'exploitation. Par exemple, dans la région du lac Alaotra, la demande annuelle pour l'enregistrement foncier est d'environ 2000. Cependant, à cause du manque de moyen, l'administration domaniale n'a pas la capacité d'enregistrement de plus de 20 titres par année. En effet, la capacité d'arpenter et d'enregistrement du terrain au niveau national n'est que de 10 .000 hectares par an.

- **Les obstacles financiers des Programmes d'Investissements Publics (PIP)**

Depuis le début des années 90, les ressources dégagées pour financer les investissements publics ont considérablement diminué. La structure actuelle des dépenses publiques dans le secteur agricole ne favorise pas une croissance rapide de ce secteur.

- *l'insuffisance des financements des investissements de base*

La part du secteur agricole dans le PIP a diminué : de 30, 25 et 13 % , respectivement, au cours des années 80, au début de la décennie 90 et en 1996. Compte tenu de la dégradation de l'appareil de production, des infrastructures et du manque de services d'appui au secteur agricole, il est manifeste que les apports financiers actuels du PIP ne permettent pas de renverser la situation.

- *la faible efficacité des investissements publics.*

A l'indisponibilité des moyens s'ajoute la question de la qualité des dépenses, notamment la priorité des investissements par rapport aux blocages identifiés. Tout d'abord, la ventilation géographique et sectorielle des ressources du PIP est mal équilibrée. Ensuite, l'allocation des ressources budgétaires ne semble pas être fonction du taux de rendement de l'investissement dans les différents secteurs.

\* En terme d'amélioration de la productivité, la priorité est donnée aux investissements des régions des Hautes terres (près de 70 % du PIP), favorisant ainsi les cultures vivrières et de substitution à l'importation. Or, seulement 1 % du PIP agricole est alloué à la promotion des cultures d'exportation, alors que ces produits sont fortement compétitifs. Ainsi, la production des cultures vivrières stagne et s'exporte mal. Celle des cultures d'exportation a baissé de près de 40 % pendant la période 1990-1997, provoquant une croissance moindre du secteur agricole.

\* Il est reconnu que les infrastructures (marchés, routes, irrigation,...) et les services ruraux (crédit, eau et assainissement,...) sont des facteurs importants contribuant à la croissance de la production et au développement agricole. Cependant, la part allouée à ces services de base (sauf l'irrigation) reste mineure, que ce soit dans le PIP agricole ou dans le PIP total. L'eau et l'assainissement comptent pour moins de 1% du PIP (en 1997) et la réhabilitation des pistes rurales seulement 3.5% des investissements du Ministère des Travaux Publics. La part allouée au développement du crédit agricole est évaluée seulement à 1.8%. La recherche et la vulgarisation sont dotées de ressources respectivement à hauteur de 1% de l'ensemble du PIP, malgré la faiblesse de la productivité des cultures malgaches.

- *un cadre institutionnel peu favorable*

Les investissements publics demeurent inefficaces. En effet le système effectif en place reste centralisé, aussi bien quant à l'adoption des projets en cours, qu'en ce qui concerne le transfert des fonds d'investissements. L'inefficacité des investissements ( par exemple irrigation) est due à l'insuffisance de suivi, de maintenance et d'évaluation systématique des actions des entreprises.

Parvenu au terme de cette analyse des contraintes pesant sur le secteur agricole, on peut être amené à penser que l'enchaînement des réformes touchant l'agriculture ait posé problème. En effet, dans un premier temps, l'ajustement dans le secteur agricole a été axé sur la libéralisation des prix et des marchés. Cependant, cette option suppose que des mesures d'accompagnement, aussi bien en amont qu'en aval de la filière puissent être adoptées pour que l'environnement se prête aux réformes.

### 3- Perspectives

Le développement de Madagascar passe inévitablement par le secteur agricole, dont la modernisation s'impose pour qu'il soit compétitif dans la mondialisation de l'économie, à laquelle Madagascar n'échappera pas. Cette modernisation concerne, non seulement les aspects physiques de l'agriculture, comme les infrastructures, les espèces variétales, les intrants et les outils agricoles, mais implique aussi un environnement socio-économique favorable ; des structures d'organisation, de production et de commercialisation efficaces ; la monétarisation de l'économie agricole.

Si l'objectif principal du PAS sectoriel agricole des années 80 était l'autosuffisance alimentaire, notamment en riz et en huile alimentaire, le développement du pays dans la globalisation de l'économie exige aujourd'hui plus que cela. Il faut maintenant avoir une agriculture compétitive, capable non seulement de répondre à la demande intérieure, mais aussi de faire face à la concurrence internationale et d'approvisionner les marchés où Madagascar rencontre des avantages comparatifs. Cela veut dire qu'il faudra abandonner l'agriculture de subsistance pour mettre en place une agriculture mieux structurée, véritable partenaire des secteurs industriels et de service.

Garantir la sécurité alimentaire, c'est assurer la quantité, la qualité et l'accessibilité des produits alimentaires, et notamment le riz quand on parle de Madagascar. Dans le programme d'ajustement structurel, la production des produits alimentaires, pour assurer la quantité, relève du producteur, c'est-à-dire, de l'opérateur privé. Le rôle de l'Etat consiste à en assurer l'accessibilité par le développement des infrastructures, plus particulièrement des infrastructures routières pour le transport des produits, tout en assurant la sécurité des biens et des personnes, de manière à ce que les

gens soient incités à produire davantage et que les produits puissent parvenir en toute sécurité dans les zones de consommation.

La question se pose aujourd'hui de savoir si les mesures prises dans le cadre du PAS permettent effectivement à l'agriculture malgache de se moderniser, afin de pouvoir participer au concert du commerce international.

La chute de la production et de la productivité rizicoles après la mise en œuvre de la politique de libéralisation, doit être combattue rapidement. En particulier il convient de mettre sur pied une véritable politique rizicole à Madagascar. Si la stratégie du « tout Etat » a fait le preuve de son inefficacité, l'option du démantèlement complet des régulations publiques a, elle aussi, montré ses limites. Une politique plus équilibrée où l'intervention publique devrait se mettre au service des acteurs privés, afin de résorber les contraintes qui entravent la croissance de la production et de la productivité (encadrement, vulgarisation, accès aux semences améliorées, aux intrants et aux crédits ruraux, désenclavement des régions...).

Ainsi, comme mesure d'accompagnement à la libéralisation de l'agriculture malgache, il faut mettre en place un système de finance rurale adapté et efficace, de manière à permettre aux producteurs d'acheter les intrants au moments des travaux. En particulier, le développement des mutualistes d'épargne et de crédit semble être le plus approprié pour avoir une adhésion massive des petits producteurs.

L'agriculture malgache doit évoluer tant dans sa philosophie que dans ses pratiques, si elle veut vraiment redevenir la base du développement du pays. Ainsi, sans pour autant abandonner l'assistance au petit paysannat, il est impératif que Madagascar dispose d'une véritable « industrie agricole », avec de vrais professionnels de l'agriculture, pratiquant des méthodes modernes de culture et de gestion. C'est ainsi que le développement des infrastructures devrait inciter des opérateurs privés à investir dans le secteur agricole, non pas pour survivre ou combler uniquement les besoins locaux, mais vraiment pour faire de Madagascar un grand pays agricole au sens noble du terme.

Ainsi, concernant les investissements publics, premièrement, ils doivent être réorientés de manière à ce qu'une part importante soit allouée aux services ruraux de base, identifiés comme des facteurs indispensables à la lutte contre la pauvreté. Cependant, une telle démarche suppose, que la modification apportée dans la

composition du Programme d'Investissement Public (PIP) agricole soit soutenue par un rendement accru des investissements pour compenser le changement structurel.

Deuxièmement, il est fortement recommandé que la performance de l'Etat soit accrue en terme de suivi et d'évaluation systématique des projets afin d'éliminer les projets non rentables et coûteux et de nettoyer les portefeuilles des projets à caractère politique, s'il en existe.. Il est notamment important que l'étude de la récurrence des coûts doit renforcée afin d'améliorer les recouvrements de l'Etat et l'efficacité des projets. Selon les estimations, la part allouée au support institutionnel est évaluée à 2% du PIP agricole, ce qui est trop peu. Un renforcement ainsi qu'un contrôle sévère des appareils administratifs ayant la responsabilité de la planification de la programmation et de la conception des projets s'avèrent importants. En effet, cela reviendrait à améliorer de manière importante l'efficacité et les rendements des investissements.

## CONCLUSION

Le libre-échange est la théorie économique dominante, gouvernant les faits mondiaux, malgré l'apparition du néoprotectionnisme. Le faible dynamisme des exportations malgaches ne peut pas suivre la progression des importations, ce qui explique la chronicité du déficit de la balance commerciale.

L'offre locale étant déficiente, l'économie est dépendante des importations pour son fonctionnement (intrants, bien d'équipement, bien de consommation ...). Ce phénomène explique l'augmentation des importations.

Le faible dynamisme des exportations s'explique d'une part par la vulnérabilité de l'économie aux chocs externes (évolution des prix mondiaux) mais surtout par des contraintes internes de l'offre telles que le mauvais choix de la politique économique, le dysfonctionnement structurel, les contraintes techniques, les problèmes fonciers, l'inefficacité de l'administration...

Le commerce extérieur est un secteur sur lequel Madagascar mise pour dynamiser la croissance de l'économie. Mais les résultats ne sont pas probants au vu des expériences passées. L'analyse des échanges extérieurs malgache met en évidence la faiblesse de la relation entre l'évolution de ces échanges et celle du PIB. Ceci découle essentiellement de la place restreinte des échanges dans l'économie.

Ceci étant, beaucoup d'efforts restent à faire surtout du côté de l'Etat. La mise en place ainsi que le renforcement des infrastructures existantes est primordial. L'Etat devrait améliorer le fonctionnement administratif. Il devrait choisir une bonne orientation de la politique à suivre afin de ne pas pénaliser inopinément les opérateurs.

Madagascar fait partie des Etats membres de la CNUCED. Cette dernière étant un partenaire au développement pour Madagascar, peut l'aider en intensifiant son assistance aux réformes, en particulier en termes d'assistance technique en ce qui concerne l'ouverture du marché.

La CNUCED peut apporter son appui extérieur à Madagascar en renforçant sa capacité de participation aux négociations commerciales de l'OMC et en mettant en œuvre les accords commerciaux.

La CNUCED peut aussi aider Madagascar à mettre en place des procédures douanières conformes aux normes internationales, pour attirer le commerce et les industries.

Cette organisation peut donner son assistance pour développer les compétences en matière de commerce. En matière de politique de concurrence, l'assistance technique sera utilisée dans le but de proposer des législations conformes aux pratiques internationales.

Les données statistiques de Madagascar sur le commerce international sont peu fiables, ce qui empêche la prise de décisions au bon moment sur les politiques économiques (notamment les politiques de taxation et les taux de charge). La CNUCED peut, dans ce cas, offrir une assistance technique pour la création d'un réseau assurant la cohérence des données statistiques et leur disponibilité.

Mais, l'assistance technique est caractérisée par l'insuffisance et le manque de dynamisme qui ne favorise pas l'insertion des PMA au commerce mondial. Les règles du commerce mondial ne sont pas favorables aux pays pauvres. L'effondrement du prix des matières premières et l'attitude protectionnisme des pays riches font que les pauvres ne bénéficient pas des apports de la globalisation et s'appauvrissent encore.

Etant un PMA, Madagascar bénéficie de l'assistance technique de la CNUCED. Mais elle devrait savoir conduire les relations avec cette organisation. Il faut savoir profiter de l'assistance qu'elle offre dans les secteurs ayant besoin de changement. Mais il ne faut pas dépendre uniquement d'elle. C'est-à-dire qu'il faut savoir définir sa propre stratégie internationale de développement. Un développement exogène sans la prise en considération du contexte interne de l'économie ne prendra place. Madagascar doit donc définir sa politique et la CNUCED l'encadrer tout simplement ou la montrer les bons moyens pour la mise en œuvre de la politique.

## ANNEXE 2

### A- POTENTIALITES, CONDITIONS CLIMATIQUES

Madagascar a plusieurs types de climats tropicaux caractérisés en général par une saison chaude et humide de Novembre à Mars et par une saison fraîche et moins pluvieuse d'Avril à Octobre. Le climat est plutôt délimité par l'altitude que la latitude, il est chaud en zone côtière et plus frais sur les hautes terres centrales.

RESSOURCES HUMAINES	2000	2001	2002
Population(x 1000)	15,085	15,529	15,980
dont féminine	7,559	7,750	7,578
- * - masculine	7,526	7,779	8,002
Population rurale(x1000)	11,158	11,407	11,653
dont féminine	5,315	5,728	5,863
- * - masculine	5,600	5,679	5,790

sources: INSTAT

### POTENTIALITES DES SOLS

Superficie totale: 598 000 km<sup>2</sup> — cultivable : 57 000km<sup>2</sup> — cultivée: 27 000km<sup>2</sup>  
Madagascar possède des zones écologiques très diversifiées qui offrent des conditions de culture et d'élevage appropriées pour une grande variété de produits agricoles tropicaux et tempérés.



### POTENTIALITES EN EAU

La grande île dispose de 5000km de côtes, est drainée par 40.000 km de cours d'eau. Une dizaine de cours d'eau charrient le versant occidental et traversent de grandes plaines alluviales et des deltas où se pratiquent les grandes cultures de riz, de coton, de tabac, de canne à sucre etc.... Disposant de vastes parcours le versant occidental et la partie sud ouest sont aussi des zones d'élevage de zébus élevés quasiment en extensif.  
Sur le versant oriental à climat plus humide se pratiquent les grandes cultures d'exportation telles que le café, la vanille, le girofle, la noix de coco... et la production de miel multicolore.  
Sur les hautes terres à climat plus doux la production laitière et l'élevage des animaux à cycle court et des vens à soie sont en train de se développer, ainsi que la culture de produits agricoles tempérés tels que fruits, légumes et fleurs.

### B-PRINCIPALES PRODUCTIONS DU SECTEUR AGRICOLE

#### - produits agricoles (en tonne)

	1999	2000	2001
Paddy	2,570,000	2,480,000	2,662,465
café marchand	65,000	58,080	64,530
vanille verte	5,410	4,390	4,555

#### - produits d'élevage (x1000 têtes)

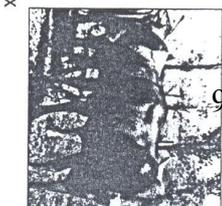
	1999	2000	2001
bovins (x1000)	7,326	7,428	7,646
porcins	659	503	462
ovins / caprins	1,518	1,519	1,813
volailles	21,129	21,830	24,059

Sources : base de données

#### - produits de la pêche (tonne)

	1999	2000	2001
crevettes	10,507	12,127	11,776
thons	12,000	10,000	10,000
langoustes	338	329	359

Sources : base de données



### DES CONTRAINTES GERÉES AU MIEUX

- aléas climatiques (dépressions tropicales, sécheresses dans la partie Sud de l'île)
- système d'alerte précoce performant et actions d'urgence en cours de mise en l'approvisionnement en eau du Sud
- faible maîtrise de la santé animale et végétale, à gérer par zonage
- reliefs accidentés et réseau de communication insuffisant, 14 000 km de routes sans de réhabilitation
- mécanisation à renforcer et réseau hydro agricole à optimiser
- organisation paysanne insuffisante et faible technicité des producteurs, et renforcement avec la mise en place de la Chambre d'Agriculture en 2002
- politiques de fertilisation, de production de semences et d'amélioration génétique
- opérateurs privés en nombre limité, mesures d'incitation à investir lancées
- accès insuffisant aux informations sur les marchés internationaux et les hommes, par Internet.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages de base**

- CAPUL Jean Yves, GARNIER Olivier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, Paris 1996
- GAUTHIER A., *L'économie mondiale depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Bréal 1995
- HUGON Philippe, *Economie de développement*, Dalloz 1989
- LELARGE Gérard , *Economie internationale*, CLET
- MONTOUSSE Marc, *Théories économiques*, Bréal 1999
- NONJON Alain, *Comprendre l'économie mondiale*, ellipses, Paris 1995
- NOREL Philippe, *Problèmes du développement*, Seuil Janvier 1997
- RIAKA, *Le développement de A à Z : Dictionnaire critique*, SME 1995
- RUDLOFF Marcel, *Economie internationale : itinéraires et enjeux*, Cujas, 1982
- TEULON Frédéric, *La nouvelle économie mondiale*, puf, Mai 2002 (5<sup>ème</sup> édition corrigée )

### **Publications & Revues spécialisées**

- Banque Centrale Malgache, Rapport 2002
- Document stratégique de la réduction de la pauvreté (DSRP ) version 2001
- Economie de Madagascar, Revue n° 1, Décembre 1996
- Economie de Madagascar, Revue n° 2, Octobre 1997
- Economie de Madagascar, Revue n° 3, Octobre 1998
- INSTAT, *Evolution du commerce extérieur : Années 1995-2002*
- Ministère des finances et de l'économie, *Situation économique au 1<sup>er</sup> Janvier 1999*, Octobre 2000

Ministère des finances et de l'économie, *Rapport économique et financier année 2000*,  
Juin 2001

Ministère des finances et de l'économie, *Rapport économique et financier 2001-2002*

PNUD, *Rapport National Sur le Développement Humain* : Madagascar 1996

PNUD, *Rapport National Sur le Développement Humain* : Madagascar 1999

PNUD, *Rapport National Sur le Développement Humain* : Madagascar 2000